Boues Rouges : Incident à l'usine ALTO de Gardanne

Soumis par Sophie

Dernière mise à jour : 14-03-2016

Reportage TF1

France3 Provence-Alpes

Quand ALTO tord le cou à l'économie circulaire

Communiqué de presse

La Ciotat 12 Mars 2016

Le scandale des Boues Rouges

Chronique d'une catastrophe annoncée ! Les canalisations vétustes se brisent, la pollution se dissipe et ALTO s'empare des mains !

Comme des cassandres de mauvais augures, nous l'avons prévu : « une rupture de canalisation sous pression a laissé échapper de la vapeur d'eau chargée en soude » entraînant une pollution visible, une poussière blanche corrosive et abrasive, à l'air libre sur 35 hectares.

La recommandation d'ALTO : « Lavez-vous les mains ! »

Qu'en est-il des mises en demeure de la DREAL, des anomalies constatées en novembre dernier ? De la pollution, par infiltration des cours d'eau et des nappes phréatiques ?

Nous le savons, l'activité du site est menacée, le modèle économique n'est pas viable, les investissements sont sa fermeture par ALTO est déjà programmée. Le stockage des boues déshydratées qui augmente considérablement pose un véritable problème d'emprise au sol et de dispersion d'une poussière encore plus fine, plus invasive, plus dangereuse.

Que se passe-t-il sous la Mer, avec des rejets de produits chimiques, toxiques dans un contexte plus corrosif pour la canalisation ?

Selon nos experts, cette canalisation est délabrée, poreuse, cassée à certains endroits. D'ordinaire elle laisse échapper non plus des boues rouges solides mais un concentré liquide de métaux lourds, invisibles qui se répand jusque sur nos plages. La conséquence du passage de l'état solide à l'état liquide de cette pollution qui dépasse largement les réglementaires tolérées par toutes les conventions internationales, est pour tous les scientifiques une trop grande inconnue !

Ignorer les impacts de l'activité de l'Industriel sur notre quotidien n'est plus possible. En l'état actuel des connaissances scientifiques et des expertises, cette autorisation délivrée par le Préfet est un véritable permis de polluer et d'empoisonner le vivant, la faune, la flore avec des conséquences directes sur notre santé.

Alerter pour informer les populations d'un dysfonctionnement des institutions, c'est ce que nous faisons dans un contexte difficile. Depuis trop longtemps elles s'arrangent avec le secteur Industriel au détriment de notre santé, pour des raisons purement économiques.

Le manque de transparence de l'Industriel est une culture d'entreprise, d'un autre temps, cautionnée par les différentes institutions. Ceux qui soutiennent l'Industriel se trouvent aujourd'hui piégés avec les nombreuses révélations et révélations. Le langage et les attitudes changent!

Notre rôle, avec le soutien de nombreuses associations, des prud'hommes de pêche, de corporations et d'institutions du monde de la Mer et du Littoral, est de poursuivre dans une action juridique au fond pour faire toute la vérité sur ce scandale sanitaire sans précédent.

Dans cette recherche de la vérité nous aurons besoin de tous les soutiens!

Alain MATESI
Président Fondateur de CoLLeCt-IF

William GRANDORDY
Fondateur et porte parole des collectifs littoral

Association CoLLeCt-IF environnement BP 90068 13702 La Ciotat cedex Tel : +33 (0) 626 049 222 contact@collect-if.org
<http://www.collect-if.org/> & <http://collectifslittoral.fr/index.php/fr/>